

Unité départementale du Bas-Rhin  
Équipe Sud  
14 rue du Bataillon de Marche n° 24  
67050 STRASBOURG Cedex

Strasbourg, le 6 juillet 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **TEREOS STARCH & SWEETENERS EUROPE**

ZI et PORTUAIRE  
BP 32  
67390 MARCKOLSHEIM

Nos réf. : 0006700643/SB/CE

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2022 dans l'établissement TEREOS STARCH & SWEETENERS EUROPE implanté ZI et PORTUAIRE - 67390 MARCKOLSHEIM. L'inspection a été annoncée le 10/06/2022. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TEREOS STARCH & SWEETENERS EUROPE
- ZI et PORTUAIRE - BP 32 - 67390 MARCKOLSHEIM
- Code AIOT dans GUN : 0006700643
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société TEREOS est spécialisée dans la fabrication de produits amylacés issus de la transformation de maïs et de blé sur la commune de Marckolsheim.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi de l'arrêté préfectoral du 10/07/2012 :
  - Article 9.1 - Eau - prélèvements et consommation
  - Article 9.2.1- Eau - Égouts et canalisations
  - Article 9.2.4 - Eau - Confinement des eaux polluées d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident
  - Article 9.3.1 - Eau - Conditions de rejet des eaux pluviales
  - Article 9.4 - Eau - Contrôle des rejets
  - Article 9.5.1 - Réseau de surveillance des eaux souterraines
- Projet d'extensions futures

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la Préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N° Constat	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Eau - prélèvements et consommation	AP Complémentaire du 10/07/2012, article 9.1	/	Sans objet
2	Eau - Égouts et canalisations	AP Complémentaire du 10/07/2012, article 9.2.1	/	Sans objet

N° Constat	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Eau - Confinement des eaux polluées d'extinction	AP Complémentaire du 10/07/2012, article 9.2.4	/	Sans objet
4	Eau - Conditions de rejet des eaux pluviales	AP Complémentaire du 10/07/2012, article 9.3.1	/	Sans objet
5	Eau - Contrôles des rejets	AP Complémentaire du 10/07/2012, article 9.4	/	Sans objet
6	Réseau de surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 10/07/2012, article 9.5.1	/	Sans objet
7	Information du préfet	AP Complémentaire du 10/07/2012, article 5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection et des réponses apportées immédiatement après, il n'est à ce stade pas proposé de suites administratives.

### 2-4) Fiches de constats

**N°1 : Nom du point de contrôle :** Eau - prélèvements et consommation

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/07/2012, article 9.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau - prélèvements et consommation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>«L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations afin de limiter les flux d'eau. L'exploitant est autorisé à prélever l'eau, utilisée à des fins industrielles propres, dans :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. (...)</li> <li>2. la nappe, au moyen de quatre puits, à raison de 5 475 000 m<sup>3</sup>/an selon un débit journalier maximal de 15 000 m<sup>3</sup>/jour. (...) »</li> </ol>
<p><b>Constats :</b> Le GIE (65% Téréos et 35% JBL) gère les utilités à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La production et la fourniture de vapeur ;</li> <li>• Les prélèvements en eau dans la nappe et la fourniture d'eau brute et d'eau déminéralisée ;</li> <li>• La production et la fourniture d'eau de refroidissement ;</li> <li>• Le fonctionnement de la station d'épuration ;</li> <li>• La production et la fourniture air comprimé pour l'instrumentation.</li> </ul> <p>A ce jour, l'exploitant réalise directement tous les prélèvements en eau dans la nappe, et ensuite alimente JBL via le GIE.</p> <p>L'exploitant ne prélève pas d'eau dans le réseau public. L'eau utilisée dans les locaux sociaux est fournie par une station de pompage gérée par le Port Autonome de Strasbourg et qui alimente Téréos, JBL et Gefco.</p> <p>L'article 9.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/07/2012 autorise l'exploitant à prélever annuellement 5 475 000 m<sup>3</sup> dans la nappe.</p> <p>Post-visite, par courriel du 23/06/2022, l'exploitant a fourni les tableaux des consommations des trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Consommations en eau puits :</li> </ul>

	2019	2020	2021
Eau puits – m <sup>3</sup> Total	4 367 825	4 361 606	4 403 959
Eau puits – m <sup>3</sup> /j moy	11 967	11 917	12 066
Eau puits – m <sup>3</sup> /j max	15 117	14 757	14 378
TEREOS - m <sup>3</sup>	1 780 926	1 806 255	1 723 543
JBL - m <sup>3</sup>	906 368	914 896	964 033
GIE - m <sup>3</sup>	1 680 530	1 640 454	1 716 383

L'inspection note que le GIE consomme une forte partie des volumes d'eau qui n'est pas comptabilisée aux deux exploitants Téréos et JBL.

Les deux exploitants, Téréos et JBL ont respectivement indiqué leurs souhaits d'augmenter leurs consommations d'eau afin de pouvoir augmenter prochainement leurs volumes de production.

Aussi, les prescriptions actuelles visant TEREOS seront inadaptées si ces évolutions du site se confirment.

Ainsi, l'inspection souhaite remettre à niveau, à terme, les autorisations de chacune des trois parties (GIE, Téréos et JBL) concernant notamment les prélèvements en eau dans la nappe et le fonctionnement de la station d'épuration.

A ce titre et à la demande de JBL, l'inspection programmera prochainement une réunion avec les trois parties.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N°2 : Nom du point de contrôle : Eau - Égouts et canalisations

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/07/2012, article 9.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau - Égouts et canalisations
<b>Prescription contrôlée :</b> «(...) Un schéma de tous les réseaux positionnant les points de rejet et les points de prélèvement et un plan des égouts est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour et daté, notamment après chaque modification notable. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. »
<b>Constats :</b> L'exploitant présente les différents plans de ses réseaux et du GIE. La dernière mise à jour date du 27/08/2021. L'exploitant indique qu'il n'a pas connaissance des réseaux de JBL.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N°3 : Nom du point de contrôle : Eau - Confinement des eaux polluées d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/07/2012, article 9.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau - Confinement des eaux polluées d'extinction
<b>Prescription contrôlée :</b> «Les installations sont équipées d'un bassin de confinement permettant de recueillir des eaux polluées d'un volume minimal de 1 500 m <sup>3</sup> . Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.»
<b>Constats :</b> Les organes de commandes (vannes pneumatiques) sont actionnables depuis n'importe quel poste informatique, connectable aux utilités. Sur site, l'inspection constate que le bassin de confinement est bien vide.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N°4 : Nom du point de contrôle : Eau - Conditions de rejet des eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/07/2012, article 9.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau - Conditions de rejet des eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b> «Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage de surfaces imperméables, telles que voies de circulation ou aires de stationnement, sont raccordées à un dispositif décanteur-déshuileur (ou dispositif d'efficacité équivalente) adapté à la pluviométrie et permettant de respecter une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/l. Le décanteur-déshuileur se déverse dans le collecteur. (...)»
<b>Constats :</b> L'exploitant présente son projet d'augmentation du système de traitement des eaux pluviales pour prendre en compte les surfaces imperméabilisées des extensions, soit 97 000 m <sup>2</sup> de voirie à récolter. Il est prévu d'installer 2 séparateurs hydrocarbures 300 L/s avec des travaux lors de la période d'été entre juillet 2022 à fin septembre 2022. L'inspection rappelle que tout projet doit au préalable être porté à connaissance de la Préfète (copie UD67 - DREAL GE), en application des articles 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/07/2012 et R.181-46 du code de l'environnement. A la demande de l'inspection, l'exploitant indique que le contrôle de la conformité des rejets du séparateur hydrocarbure en place n'a pas été fait en 2021 suite à une défection du sous-traitant et qui n'a plus donné de suite. L'inspection confirme que l'absence de mesure de la teneur en hydrocarbures totaux est un manquement aux dispositions de l'article 9.3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/07/2012. L'exploitant indique qu'une commande a bien été passée en date du 17/03/2022 auprès du sous-traitant et qu'il suivra de prêt que le contrôle ait bien lieu en 2022. Post-visite, par courriel du 23/06/2022, l'exploitant a fourni une copie de la commande précitée. Vu les engagements de l'exploitant, l'inspection propose de ne pas engager de suites administratives dans l'immédiat sur ce point. L'inspection demande à être destinataire du rapport de contrôles réglementaires, dès sa réception par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N°5 : Nom du point de contrôle : Eau - Contrôles des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/07/2012, article 9.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau - Contrôles des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> «L'exploitant réalise en sortie de station d'épuration, sur des échantillons représentatifs, les analyses des paramètres suivants aux fréquences indiquées. (...)»
<b>Constats :</b> Par courrier du 10/02/2022, l'exploitant a informé l'inspection du dépassement des valeurs de rejets aqueux dans la Rhin : «Par la présente, nous vous informons d'un dépassement majeur (> 2 VLE) de nos rejets aqueux depuis début février pour l'ensemble des paramètres suivants : Matières En Suspension (MES), Demande en Carbone Organique (DCO), Demande biologique en oxygène (DBO5), Azote (N) et Phosphore (P).  Ces rejets accompagnés d'un entraînement important de boues résultent d'une série d'aléa : <ul style="list-style-type: none"><li>• Cumul de charges polluantes provenant des deux sites Jungbunzlauer et Tereos, qui a demandé, en conséquence, une extraction plus importante ;</li><li>• Limite de capacité ponctuelle sur l'extraction du sécheur de boues et sur l'aération des bassins ;</li><li>• Rupture de la toile de filtration sur un des deux filtres ;</li><li>• Difficulté d'approvisionnement des pièces de rechange, pour la maintenance de ces</li></ul>

équipements.

Actuellement, nous faisons face à des boues fermentées qui pénalisent la décantation. Ceci engendre des départs de boues vers le Rhin.

Le problème d'extraction est, à ce jour, résolu. Nous concentrons nos efforts sur l'oxygénation pour retrouver des boues de bonne qualité, décantable ;

Avec la société Jungbunzlauer, nous avons mis en œuvre un plan d'actions, qui est suivi quotidiennement par les deux directions. Chacun des deux sites a communiqué à ses équipes et mis en place des consignes renforcées pour maîtriser la charge entrante et les débits entrée station.

Nos équipes sont conscientes de l'aspect critique de la problématique et sont mobilisées pour traiter ce point de toute urgence.

Nous espérons revenir très prochainement auprès de vous avec des résultats positifs qui nous permettront de clore cet épisode regrettable. (...) ».

L'exploitant confirme lors de l'inspection que les rejets sont de nouveau conformes.

Lors de l'inspection sur site, l'inspection note que les valeurs de rejets sont effectivement conformes et signale à l'exploitant que la présence de déchets autour de l'embase du bassin «buffer» peut à terme créer des désordres. Une action curative est à prévoir rapidement.

Post-visite, par courriel du 23/06/2022, l'exploitant a fourni des photos du Buffer de la station d'épuration après nettoyage de la dalle support en béton.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N°6 : Nom du point de contrôle : Réseau de surveillance des eaux souterraines

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 10/07/2012, article 9.5.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Réseau de surveillance des eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

«L'exploitant intègre les ouvrages suivants au réseau de surveillance des eaux souterraines : (...)»

**Constats :** L'exploitant signale que lors du dernier contrôle des eaux souterraines du 13/04/2022, le sous-traitant a signalé qu'aucun prélèvement n'a pu être opéré sur le piézomètre N°2, car ce dernier était bouché.

Aussi l'exploitant a décidé immédiatement de faire forer un nouveau piézomètre N°2-2022 à proximité de l'ancien piézomètre N°2. De plus, afin de compléter le réseau de piézomètres en amont du sens d'écoulement de la nappe, un piézomètre N°9 a été créé afin de doubler le piézomètre N°5.

L'inspection rappelle que toute modification du réseau de surveillance des eaux souterraines doit au préalable être portée à connaissance de la Préfète (copie UD67 - DREAL GE), en application des articles 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/07/2012 et R.181-46 du code de l'environnement.

Une modification de l'article 9.5.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/07/2012 est à prévoir, à terme.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N°7 : Nom du point de contrôle : Information du préfet

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 10/07/2012, article 5

**Thème(s) :** Situation administrative, Porter à connaissance

**Prescription contrôlée :**

«Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation (...)»

**Constats :** A la demande de l'exploitant en amont de la visite, l'exploitant a proposé de faire une revue des projets du site :

- **Autoclaves Labo**

les deux Autoclaves de marque CAFR LEQUEUX actuels seront remplacés par un seul Autoclave neuf de marque MATACHANA. Le délai de livraison et sa mise en route sont annoncés pour le 31/12/2022.

L'exploitant souhaite faire une demande d'aménagement pour faire reporter l'échéance de requalification des deux Autoclaves de marque actuels CAFR LEQUEUX jusqu'au 28/02/2023. En effet, les échéances de requalification sont fixées au 12/08/2022 et au 30/01/2023. L'exploitant propose les mesures compensatoires suivantes :

- Avis technique d'un Organisme Habilité (APAVE) ;
- Cycle de stérilisation sous surveillance permanente d'un opérateur habilité ;
- Visite en fonctionnement des 2 autoclaves par un Organisme Habilité en Novembre 2022.

L'inspection demande à l'exploitant d'adresser un dossier de demande d'aménagement d'un Équipement Sous Pression (ESP) au Pôle risques accidentels - ESP au Service prévention des risques anthropiques de la DREAL GE (courriel : [pra.spra.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:pra.spra.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)).

- clature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- si la consommation de CSR dépassait 3 t/h, le projet serait visé par la rubrique "IED" 3520 (A) et l'arrêté ministériel du 12/01/21 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 .

**Nota :** A la demande de l'exploitant par courrier daté du 22/07/2022, les autres projets présentés ont été retirés de ce rapport pour un caractère stratégique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet